

Destruction du Cimetière médiéval de Djougha

(déc-2005-mars 2006)

Chronologie des actions et réactions internationales

- **2002**, rappel à l'ordre de l'Azerbaïdjan par l'UNESCO.

1^{er} avril 2003 : **Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe**, la parole est donnée au Député François Rochebloine (UDF) : *j'évoquerai le patrimoine religieux arménien de la région du Nakhitchevan, qui fait actuellement partie du territoire de l'Azerbaïdjan.*

Ce patrimoine est constitué d'églises, de monastères et, surtout, de monuments religieux, parmi lesquels les khatchkars, croix ornementées sculptées dans la pierre, dont les motifs, propres à chacun, symbolisent à merveille la délicatesse de l'art arménien. Les scènes de la vie familiale qui sont représentées sur les khatchkars sont également pour les ethnographes et les historiens un témoignage précieux de la vie du peuple arménien il y a quelques siècles. A ce double titre, les khatchkars appartiennent au patrimoine culturel de l'humanité.

Depuis maintenant cinq ans, les saccages se succèdent.

Novembre 1998: pendant trois semaines, les bulldozers se sont acharnés sur le cimetière, un tiers des khatchkars a été détruit et leurs débris prestement évacués par chemin de fer. L'opération suscita les vigoureuses protestations de l'UNESCO, qui en arrêta le cours.

Novembre 2002: destructions d'églises, de cimetières, dépose et enlèvement des khatchkars qui avaient été épargnés par la vague de 1998. Personne ne sait ce qu'ils sont devenus. En revanche, on sait qu'au bout de trois jours, le cimetière de Djoulfa a été définitivement anéanti.

Aujourd'hui, l'ensemble des églises et des monastères arméniens du Nakhitchevan est menacé de disparition.

La perte de plusieurs milliers de khatchkars, emportés par la force aveugle des bulldozers, est malheureusement irréparable. Elle rappelle le sort réservé aux bouddhas de Bamiyan, en Afghanistan, qui a suscité en son temps l'indignation de la conscience universelle.

- **2004, le parlement européen** (2004/2166 (INI) appelle l'Azerbaïdjan à mettre un terme à la démolition des cimetières historiques médiévaux et des Croix en pierre, dans le Nakhitchevan méridional.

4 août 2004, le porte-parole du ministère azéri de la Défense, Ramiz Melikov promet de faire disparaître l'Etat arménien dans les " 25 à 30 ans " à venir et d'annexer ses territoires à l'Azerbaïdjan. " Ce peuple est une nuisance pour ses voisins et n'a pas le droit de vivre dans cette région ", a affirmé Melikov ; ajoutant que le " complot arménien mondial " serait mis en échec.

07 octobre 2005, 33^{ème} Conférence générale de l'UNESCO : Vartan Oskanian, Ministre des Affaires Etrangères de la République d'Arménie, interpelle la communauté internationale sur la destruction permanente de l'aquis culturel arménien au Nakhitchevan.

05 décembre 2005, Téhéran : l'ambassade d'Arménie est alertée par la prélatrice arménienne d'Atrpatakan, qu'environ 150 soldats Azéris pulvérisent à coup de masse et avec de l'équipement lourd, les Katchkars du cimetière historique de Julfa.

Karekine II, Catholico de tous les Arméniens (équivalent au pape pour les Arméniens) et **Aram 1^{er}**, Catholico de la Grande Maison de Cilicie « condamnent vigoureusement le crime organisé contre les monuments culturels et spirituels arméniens » et envoient une lettre de protestation à Koïchiro Matsuura, directeur général de l'UNESCO.

16 décembre 2005, Yerevan : Vartan Oskanian, Ministre des Affaires Etrangères de la République d'Arménie, proteste dans une lettre envoyée à l'UNESCO dans laquelle il qualifie ce désastre « d'équivalent à un nettoyage ethnique. » et invite l'UNESCO à faire cesser « ces actes de vandalisme et de violence. ».

20 décembre 2005, Londres : la Baronne Cox interpelle la Chambre des Lords, demandant une réponse écrite quant à la position du Parlement devant la destruction des Katchkars perpétrés par l'Azerbaïdjan.

23 décembre 2005, Berne : l'Association Suisse-Arménie demande à Micheline Calmy-Rey, Conseillère fédérale, cheffe du Département Fédéral des Affaires Etrangères, de prendre officiellement position face à cette destruction délibérée.

30 décembre 2005, Paris : Harout Mardirossian, président du Comité de Défense de la Cause Arménienne (CDCA) en concertation avec le Conseil des Organisations Arméniennes de France (CCAF), écrit au Ministre des Affaires étrangères et au Ministre de la Culture et de la Communication afin de leur demander d'intervenir pour faire cesser la destruction du cimetière médiéval de Djoulfa; appelant la communauté arménienne de France à relayer son message.

Réponse de Philippe Douste-Blazy, Ministre des Affaires Etrangères, en date du **8 février :** [...] « L'Azerbaïdjan s'est dit disposé à accueillir une mission internationale d'enquête sur la situation des lieux de mémoire arméniens en territoire azerbaïdjanais. » [...] « Je tiens par ailleurs à souligner l'importance, à l'heure où les négociations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan sur le conflit du Haut-Karabagh connaissent des développements encourageants, de s'abstenir de tout geste et de toute déclaration pouvant enflammer les esprits de part et d'autre [...] ».

Décembre 2005, BBC : Hasan Zeynalov, représentant permanent du Nakhitchevan à Bakou, déclare au micro de la BBC « Les Arméniens n'ont jamais vécu dans le Nakhitchevan qui est une terre azerbaïdjanaise de temps immémoriaux, et c'est pourquoi il n'y a aucun cimetière et monument arménien et il n'y en a jamais eu. ».

31 décembre 2005, Berne : le Groupe parlementaire Suisse-Arménie sollicite la Ministre Micheline Calmy-Rey dans le cadre d'une intervention urgente afin qu'elle use de toute son influence, en particulier auprès des autorités de la République d'Azerbaïdjan et auprès des instances internationales pour faire cesser ces ignobles destructions.

05 janvier 2006, Paris : André Santini, Député-Maire d'Issy les Moulineaux, saisit l'UNESCO et Philippe Douste-Blazy, Ministre des Affaires Etrangères, à l'appel du Collectif VAN (Vigilance Arménienne contre le Négationnisme).

Réponse de Mounir Bouchenaki représentant l'UNESCO ; datée du **08 février** : « Je tiens à vous informer que le Secrétariat a immédiatement pris contact avec les autorités Azerbaïdjanaises compétentes à ce sujet. ».

07 janvier 2006, Montréal : le Dr Clair Lyons, Président de la Convention annuelle de l'Institut Américain d'Archéologie, invite les participants à signer une pétition de protestation envoyée au Ministre Canadien des Affaires Étrangères.

Janvier 2006, Washington : le Comité National Arménien d'Amérique orchestre une Campagne de Fax exigeant de la Secrétaire d'Etat Condoleeza Rice « que les Etats-Unis condamnent la dévastation du site archéologique. ».

Frank Pallone et **Joe Knollenberg**, co-présidents du Comité d'amitié Arménien, ainsi que **George Radanovich** et **Adam Schiff**, membres du Congrès, invitent le Président George Bush à condamner la démolition du cimetière de Julfa. Ils ont en outre condamnés l'incident dans un courrier envoyé à l'ambassadeur d'Azerbaïdjan aux Etats-Unis, Hafez Pashayev, lequel a répondu le 9 janvier 2006 en affirmant qu'il était « impossible d'identifier si ce cimetière était arménien, tout comme les auteurs » de la « destruction. Que par ailleurs, le ministre Azeri de la Défense lui aurait confirmé, qu'aucun personnel de l'armée n'avait été impliqué dans l'incident de Julfa. En outre, l'ambassadeur a affirmé l'engagement de sa nation à protéger l'héritage culturel de toutes les peuplades ; concluant que les accusations arméniennes « sont sans fondement ».

19 janvier 2006, le Parlement européen confirme la résolution (2004/2166 (INI), et condamne la destruction des derniers monuments du cimetière antique arménien du vieux Julfa. La résolution rappelle également à l'Azerbaïdjan que ce dernier a ratifié en 1993 la Convention sur le Patrimoine mondial, qui interdit le vandalisme contre les monuments du patrimoine mondial.

25 janvier 2006, l'Union Européenne appelle les autorités d'Azerbaïdjan à mettre un terme à la destruction des Katchkars funéraires arméniens du Nakhitchevan.

30 Janvier, Italie : dans le quotidien italien La Stampa, l'ambassadeur d'Azerbaïdjan en Italie, réagissant aux propos tenus dans un article signé par Flavia Amabile (édition du 23 janvier) par lesquels elle exposait les faits, a accusé le journal de diffuser de « fausses informations. ».

03 février 2006, San Pablo, Brésil : Simão Kerimian, représentant le Conseil National Arménien au Brésil, envoie un Communiqué de Presse aux médias brésiliens.

03 février 2006, Montevideo : Jorge Grandi et Manuel E. Bernales Alvarado, directeurs régionaux de l'UNESCO, reçoivent les dirigeants du Conseil National Arménien d'Amérique du Sud et de l'Union de la Jeunesse Arménienne au sujet de la destruction des Katchkars de Djougha. Le CNA a fait part de sa grande préoccupation et demande à l'UNESCO d'intervenir rapidement. A l'issue de la rencontre, les représentants de l'institution ont suggéré à leurs interlocuteurs d'envoyer un double du Mémorandum à Paris et faire connaître à l'opinion publique la gravité des faits par le truchement des médias.

07 février 2006, Yerevan : Arthur Baghdasarian, Président de l'Assemblée Nationale arménienne, adresse une lettre officielle au président de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe, Rene van der Linden et à Terry Davis, secrétaire général du Conseil de l'Europe, pour leur exprimer ses inquiétudes à propos de la destruction du cimetière de Djougha.

07 février 2006, Paris : Eric Raoult, Vice président de l'Assemblée Nationale, ancien Ministre, Député-Maire du Raincy, interpelle le gouvernement français sur la question inquiétante des profanations des cimetières arméniens dans la province azérie du Nakhitchevan. Il lui demande quelles initiatives il compte prendre pour indiquer à l'Azerbaïdjan qu'il convient à la communauté internationale de s'opposer à ces exactions.

16 février 2006, Strasbourg : le Parlement européen « condamne fermement la destruction du cimetière de Julfa » par 85 voix contre 5. Devant missionner une délégation sur place au printemps dernier, sous la présidence de la députée européenne Marie-Anne Isler Begin, les parlementaires ce sont vu refuser l'accès au site archéologique début septembre 2006.

17 février 2006, Paris : René Rouquet, député-maire d'Alfortville, demande à M. le Ministre des Affaires Etrangères « quelle position compte prendre le gouvernement français, face à la destruction organisée [...] du cimetière médiéval arménien de Djougha [...] qui vise à éliminer toute trace de la civilisation arménienne plusieurs fois millénaire dans cette région. ».

22 février 2006, La Haye : C.G van der Staaij, député au Parlement hollandais, soumet une série de questions au Ministre des Affaires Etrangères et au Secrétaire d'Etat à l'Education, la culture et la Science, sur la destruction des Katchkars de Djougha par les soldats Azéris.

25 février 2006, Paris : Alexis Govciyan, président du Conseil des Organisations Arméniennes de France, déclare « L'Etat d'Azerbaïdjan doit demander pardon à la Nation Arménienne. ».

28 février 2006, Paris : plus de 1000 manifestants se rassemblent à Paris aux abords de l'ambassade d'Azerbaïdjan, à l'appel des trois partis politiques arméniens, FRA Dachnaktsoutioun, ADL Ramagvar et PSD Hentchak, avec le soutien du CCAF, pour protester contre ce crime culturel et demandent à la communauté internationale de condamner l'Azerbaïdjan.

03 mars 2006, Buenos Aires : 26 organisations et associations Armeno-Argentines envoient une pétition à l'UNESCO (Montevideo) afin d'amener l'Azerbaïdjan à cesser immédiatement ses actes de vandalisme sur la nécropole de Djougha.

06 mars 2006, Assemblée Nationale : le député François Rochebloine interpelle le ministre des Affaires étrangères sur la question de la destruction du cimetière de Jougha.

16 mars 2006, Yerevan : dans une plainte adressée à l'UNESCO, Vartan Oskanian, Ministre des Affaires Etrangères, informe officiellement l'institution internationale de la destruction définitive du cimetière de Djougha. Des photos prises par Athur Gevorkian, au-delà de la frontière iranienne, témoignent que le site archéologique arménien a laissé place à un champ d'entraînement pour le tir.

22 mars 2006, Saint-Petersbourg : Boris Piotrovsky, directeur du Musée de l'Hermitage à Saint-Petersbourg, estime que « l'ordre donné de détruire le cimetière de Djougha était politiquement motivé. ».

Mai 2006, USA : Anne Derse, future ambassadrice des Etats-Unis en Azerbaïdjan, déclare « encourager l'Arménie et l'Azerbaïdjan à travailler avec l'UNESCO pour étudier cet incident. ».

22 mai 2006, USA : Aram Hamparian, directeur exécutif du Comité National Arménien d'Amérique, remercie la sénatrice Barbara Boxer d'avoir invité Anne Derse à s'exprimer et invite celle-ci à aller se rendre compte sur place des dégâts dès son premier mois d'exercice.

Adam T. Smith, anthropologue de l'Université de Chicago, déplore le manque de réponse de la communauté internationale, décrivant la destruction du cimetière de Julfa comme « un épisode honteux dans la relation de l'humanité à son passé, un acte lamentable de la part du gouvernement d'Azerbaïdjan qui exige explication et réparation. ».

18 août 2006, Buenos-Aires : plus de 2700 e-mails de protestations ont été envoyés à l'UNESCO et à l'ambassade d'Azerbaïdjan à l'appel du site internet « IAN » <http://ian.cc/inicio.php> en association avec le Conseil National Arménien d'Amérique du Sud.

28 août 2006, Les autorités d'Azerbaïdjan refusent d'accorder l'autorisation de visite sur le site de Djougha à une délégation du Parlement européen.

En vérité, malgré les innombrables appels de la diaspora arménienne et les interventions modérées de la communauté internationale, l'Azerbaïdjan joue la politique de l'autruche tout en affichant un cynique négationnisme face aux multiples preuves de ce forfait. C'est la raison pour laquelle, la délégation internationale des parlementaires souhaite saisir solennellement l'UNESCO en ce 17 octobre 2006.

TÉMOIGNAGE

Courriel émanant du révérend père Nshan Topuzian, Primat du diocèse de l'Eglise apostolique Arménienne de Tabriz (Iran), témoin oculaire, auteur du film de la destruction du cimetière arménien depuis la frontière iranienne.

La phase terminale de Hine Djougha!!! SOS!!!

Message : S'il-vous-plaît, faites votre possible.

Dernier Acte de l'anéantissement du Cimetière de Hine Djougha

Après avoir tourné en rond pendant des années, les autorités azerbaïdjanaises ont réussi à accomplir le projet qu'ils rumaient : anéantir complètement les monuments arméniens dans tout le Nakhitchévan, qu'il s'agisse d'église, de chapelle, de cimetière, de forteresse et d'autres constructions, prouvant clairement que le peuple arménien a une histoire d'environ 900 ans sur ce territoire.

Ce qui ne pouvait être vu avec les yeux d'un Arménien, cette sauvagerie exécutée de l'autre côté des montagnes, cela est devenu visible aux visiteurs étrangers (peut-être aussi quelques Arméniens...). Ceux-ci, se trouvant au Nakhitchévan à diverses occasions durant les dernières années, ont été témoins de l'horrificante réalité qui se déroulait là-bas, où tous les lieux saints historiques arméniens ont été entièrement détruits.

Et ce qui a été perpétré dernièrement sur la rive de l'Araxe, constitue le reflet direct de ce qui a été fait sur le reste et l'ensemble du territoire du Nakhitchévan... Et j'en ai été le témoin oculaire.

Du 12 au 15 décembre 2005, de manière planifiée et organisée, ils ont continué le génocide culturel précédemment entrepris. Des 10000 khatchkars qui se trouvaient au Hine Djougha, investis d'une signification géographique et historique, ils ont fait disparaître complètement les quelque 3500 qui restaient.

Pour commencer, de nombreux khatchkars ont été empilés dans des wagons, et sont partis vers des destinations inconnues... Ils ont été déportés...

Ils se sont mis ensuite à renverser les khatchkars par terre, pour qu'ils disparaissent dans la nature. Mais ils ne se sont pas contentés de cela, et ils ont attaqué cette fois-ci avec un régiment militaire. Pierre par pierre, une montagne entière, évoquant exactement le Yéghérn avec ses scènes de squelettes et de crânes, ils ont massacré et entassé sur la rive de l'Araxe... Et ensuite, en janvier et février 2006, ils ont balayé... ils ont nettoyé... et voilà, au mois de mars, la région «a pris un nouvel aspect»...

Ayant vu de mes yeux le déroulement de ce crime, je souligne que ces témoignages présentent «le dernier acte», vendredi 10 mars 2006. Nous avons constaté que l'immense terrain du cimetière de Hine Djougha a été anéanti, au sens large du terme... a été effacé ... est devenu un camp de tir et d'entraînement militaire.

Oui, les photos que je joins à ce texte démontrent que le Cimetière de Hine Djougha, l'Église de Bomplose, le Monastère Sourp Aménaperguitch et l'Église Rouge, des monuments arméniens ayant eu 900 ans d'histoire au Nakhitchévan, n'existent plus.

Ils ont dégagé et nettoyé ces collines, qui suscitent de l'étonnement et une terrible tristesse à celui qui les regarde désormais... De l'indignation... Du dégoût.

Nous avons donc assisté également au Dernier Acte. Et nous aurons vu de nos yeux comment le Cimetière de Hine Djougha est devenu un «camp d'entraînement au tir »

Après cela... quels observateurs ?
Après cela... quels inspecteurs... ?

Qui a commandité... ?
Qui a signé le verdict de mort ?

Fini.

Je me lamente, je te plains, Ancienne Djougha.

Et je confie ta cause aux nouvelles générations qui ont vu ce génocide.

Révérant Père Nshan Topuzian
Prélature Arménienne d'Azerbaïdjan (Iran)

10 mars 2006
Tabriz